LC

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 45.166/2/V
DU 15 SEPTEMBRE 2008

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre des vacations, saisi par le Secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au Premier Ministre, le 9 septembre 2008, d'une demande d'avis, dans un délai de cinq jours ouvrables, sur un projet d'arrêté ministériel "modifiant l'arrêté ministériel du 20 juillet 2005 déterminant les modalités de paiement des redevances prévues par l'arrêté royal du 23 mars 1998 relatif au permis de conduire", a donné l'avis suivant :

Suivant l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 2/, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, inséré par la loi du 4 août 1996, et remplacé par la loi du 2 avril 2003, la demande d'avis doit spécialement indiquer les motifs qui en justifient le caractère urgent.

La lettre s'exprime en ces termes :

"L'urgence est motivée par le fait :

- qu'une application cohérente du système global d'examens prévus par l'arrêté royal du 4 mai 2007 relatif au permis de conduire, à l'aptitude professionnelle et à la formation continue des conducteurs de véhicules des catégories C, C+E, D, D+E et des sous-catégories C1, C1+E, D1, D1+E qui transpose en droit belge la directive 2003/59/CE du 15 juillet 2003 relative à la qualification initiale et à la formation continue des conducteurs de certains véhicules routiers affectés aux transports de marchandises ou de voyageurs nécessite de prévoir des délais de validité des examens théoriques et pratiques et que la bonne application de l'article 10 de cet arrêté nécessite de prévoir la date de début de validité du certificat d'aptitude professionnelle;

- que l'arrêté royal du 4 juillet 2007 précité prévoit la délivrance de documents à certains conducteurs, que la délivrance de ces documents entraîne des frais administratifs et qu'il est, par conséquent, nécessaire de prévoir des redevances et de déterminer les modalités de payement de ces redevances;

- qu'une adaptation de l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique s'avère nécessaire afin d'adapter la réglementation belge aux conditions prévues dans la directive précitée;

- qu'une modification de certaines dispositions en matière d'apprentissage prévues par l'arrêté royal du 23 mars 1998 relatif au permis de conduire est également requise afin d'harmoniser ces dispositions avec celles de l'arrêté royal du 4 mai 2007;

- que ces modifications doivent être arrêtées pour permettre à l'arrêté royal du 4 mai 2007 de produire ses pleins effets le 10 septembre 2008 afin de répondre aux exigences de la directive européenne précitée, du moins en ce qui concerne les conducteurs de véhicules affectés au transport de personnes;

- que le non-respect de la date du 10 septembre 2008 pour organiser l'aptitude professionnelle est susceptible d'entraîner, notamment la condamnation de l'État belge par la Cour de justice des Communautés européennes ainsi que des actions en dommages et intérêts de la part des fédérations professionnelles ou des particuliers."

*

* *

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 2/, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations ci-après.

Observations générales

1. Comme le relève la demande d'avis, la formalité préalable d'association des gouvernements de régions n'a pas encore été menée à son terme (1).

Il revient à l'auteur du projet de s'assurer que tel sera bien le cas.

2. Il lui revient également de veiller à obtenir l'avis de l'inspecteur des finances et l'accord du Ministre du Budget sur le projet, et plus spécialement sur l'article 5 de ce dernier.

(1) Le rapport de l'IKW (joint au dossier transmis au Conseil d'État) ne constitue pas l'accomplissement de cette formalité.

Observations particulières

1. À l'alinéa 1er du préambule, il convient de tenir compte du remplacement de l'intitulé de la loi du 18 février 1969 relative aux mesures d'exécution des traités et actes internationaux en matière de transport par mer, par route, par chemin de fer ou par voie navigable, opéré par la loi du 15 mai 2006.

2. Concernant l'effet rétroactif que l'article 5 du projet entend lui procurer, il est renvoyé à l'observation formulée à propos de l'article 9 du projet d'arrêté royal "modifiant l'arrêté royal du 4 mai 2007 relatif au permis de conduire, à l'aptitude professionnelle et à la formation continue des conducteurs de véhicules des catégories C, C+E, D, D+E et des sous-catégories C1, C1+E, D1, D1+E, l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique et l'arrêté royal du 23 mars 1998 relatif au permis de conduire", faisant l'objet de l'avis 45.165/2/V donné ce jour.

La chambre était composée de

Messieurs	Ph.	HANSE,	président de chambre,
	P.	LIÉNARDY,	conseillers d'État,
Mesdames	M.	BAGUET,	
	C.	GIGOT,	greffier.

Le rapport a été présenté par M. Y. CHAUFFOUREAUX, auditeur.

LE GREFFIER, LE PRÉSIDENT,

C. GIGOT Ph. HANSE

LC

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 45.166/2/V
VAN 15 SEPTEMBER 2008

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede vakantiekamer, op 9 september 2008 door de Staatssecretaris voor Mobiliteit, toegevoegd aan de Eerste Minister verzocht hem, binnen een termijn van vijf werkdagen, van advies te dienen over een ontwerp van ministerieel besluit "tot wijziging van het ministerieel besluit van 20 juli 2005 tot bepaling van de betalingswijze van de in het koninklijk besluit van 23 maart 1998 betreffende het rijbewijs bepaalde retributies", heeft het volgende advies gegeven :

Volgens artikel 84, § 1, eerste lid, 2/, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, ingevoegd bij de wet van 4 augustus 1996 en vervangen bij de wet van 2 april 2003, moeten in de adviesaanvraag in het bijzonder de redenen worden aangegeven tot staving van het spoedeisende karakter ervan.

In het onderhavige geval luidt de motivering in de brief met de adviesaanvraag aldus :

"L'urgence est motivée par le fait :

- qu'une application cohérente du système global d'examens prévus par l'arrêté royal du 4 mai 2007 relatif au permis de conduire, à l'aptitude professionnelle et à la formation continue des conducteurs de véhicules des catégories C, C+E, D, D+E et des sous-catégories C1, C1+E, D1, D1+E qui transpose en droit belge la directive 2003/59/CE du 15 juillet 2003 relative à la qualification initiale et à la formation continue des conducteurs de certains véhicules routiers affectés aux transports de marchandises ou de voyageurs nécessite de prévoir des délais de validité des examens théoriques et pratiques et que la bonne application de l'article 10 de cet arrêté nécessite de prévoir la date de début de validité du certificat d'aptitude professionnelle;

- que l'arrêté royal du 4 juillet 2007 précité prévoit la délivrance de documents à certains conducteurs, que la délivrance de ces documents entraîne des frais administratifs et qu'il est, par conséquent, nécessaire de prévoir des redevances et de déterminer les modalités de payement de ces redevances;

- qu'une adaptation de l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique s'avère nécessaire afin d'adapter la réglementation belge aux conditions prévues dans la directive précitée;

- qu'une modification de certaines dispositions en matière d'apprentissage prévues par l'arrêté royal du 23 mars 1998 relatif au permis de conduire est également requise afin d'harmoniser ces dispositions avec celles de l'arrêté royal du 4 mai 2007;

- que ces modifications doivent être arrêtées pour permettre à l'arrêté royal du 4 mai 2007 de produire ses pleins effets le 10 septembre 2008 afin de répondre aux exigences de la directive européenne précitée, du moins en ce qui concerne les conducteurs de véhicules affectés au transport de personnes;

- que le non-respect de la date du 10 septembre 2008 pour organiser l'aptitude professionnelle est susceptible d'entraîner, notamment la condamnation de l'État belge par la Cour de justice des Communautés européennes ainsi que des actions en dommages et intérêts de la part des fédérations professionnelles ou des particuliers."

*

* *

Aangezien de adviesaanvraag is ingediend op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2/, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten, haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Algemene opmerkingen

1. Zoals in de adviesaanvraag wordt vermeld, is het voorafgaande vormvereiste van het erbij betrekken van de gewestregeringen nog niet helemaal vervuld [(2)].

De steller van het ontwerp moet zich ervan vergewissen dat dit wel het geval zal zijn.

2. Voorts moet hij erop toezien dat het advies van de inspecteur van financiën en de akkoordbevinding van de Minister van Begroting over het ontwerp, en meer in het bijzonder over artikel 5 ervan, worden verkregen.

---

(2) Dat vormvereiste is niet volkomen vervuld met het verslag van de IKW (dat bij het dossier is gevoegd dat aan de Raad van State is overgezonden).

Bijzondere opmerkingen

1. In het eerste lid van de aanhef moet rekening worden gehouden met de vervanging, bij de wet van 15 mei 2006, van het opschrift van de wet van 18 februari 1969 betreffende de maatregelen ter uitvoering van de internationale verdragen en akten inzake vervoer over zee, over de weg, de spoorweg of de waterweg.

2. Het is de bedoeling dat artikel 5 van het ontwerp ervoor zorgt dat het ontwerp terugwerkt. In dat verband wordt verwezen naar de opmerking die is gemaakt bij artikel 9 van het ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het koninklijk besluit van 4 mei 2007 betreffende het rijbewijs, de vakbekwaamheid en de nascholing van bestuurders van voertuigen van de categorieën C, C+E, D, D+E en de subcategorieën C1, C1+E, D1, D1+E, het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer en van het gebruik van de openbare weg en het koninklijk besluit van 23 maart 1998 betreffende het rijbewijs", waarover heden advies 45.165/2/V is gegeven.

De kamer was samengesteld uit

de Heren	Ph. HANSE,	kamervoorzitter,
	P. LIÉNARDY,	staatsraden,
Mevrouwen	M. BAGUET,	
	C. GIGOT,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de H. Y. CHAUFFOUREAUX, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. LIÉNARDY.

DE GRIFFIER, DE VOORZITTER,

C. GIGOT Ph. HANSE